

forne, fut à une certaine époque véritablement fabuleuse. Les bénéfices réalisés dépassent toute imagination. Cette industrie tomba peu à peu au dix-huitième siècle, mais plus tard elle sembla renaître et paraît maintenant en bonne voie de reconquérir son ancienne splendeur. Enfin, pour donner une idée exacte ou à peu près du grand développement du mouvement commercial auquel est parvenu la République, il suffira de reproduire les chiffres suivants :

Durant l'année économique de 1873-74, les marchandises importées présentaient une valeur sur place de 34,005,299 douros (183,628,615 fr.) ; durant l'année 1886-87, d'après les renseignements officiels, cette importation s'est élevée à 52,252,275 douros (282,162,285 fr) ce qui donne une plus-value de dix-huit millions deux cent quarante-six mille neuf cent soixante-seize douros 87 centièmes, soit près de cent millions de francs.

L'exportation, qui s'élevait en l'année 1877-78 à 6,701,061 douros 35 (36,185,731 fr.), et en l'année 1882-83 par 12,178,937 douros 67 (65,766,263 fr.), est arrivée durant l'année économique 1886-87 au chiffre considérable de *quarante-neuf millions cent quatre-vingt-onze mille neuf cent trente douros cinq centièmes*, soit 265,636,422 fr. 35 centimes.

Ces chiffres éloquents font ressortir l'évidence de la réalité des progrès accomplis.

## IV

## Fonds publics. — Emprunts. — Banques. — Relations extérieures.

Peu de pays, pour ne pas dire aucuns, ont réalisé jusqu'à ce jour de plus grands progrès dans leur système économique, que n'en a réalisé la République mexicaine depuis l'élévation au pouvoir du général Porfirio Diaz jusqu'à ce jour.

Personne n'aurait pu, sans passer pour un visionnaire, pronostiquer qu'en un si court espace de temps, les rentes publiques eussent augmenté comme elles l'ont fait ; que les banques se fussent constituées sur des bases tellement solides qu'elles font aujourd'hui l'admiration des hommes d'affaires du vieux continent, et que la nation, auparavant mal appréciée et *mal cotée*, est maintenant sollicitée par les banquiers européens. Son papier, en effet, figure dans les premières bourses du monde, entouré du prestige que donne aux peuples l'exécution ponctuelle de leurs obligations

L'honorabilité dans l'administration, l'appui accordé aux institutions de crédit, l'exactitude dans le paiement des créances de l'État, ont été les facteurs qui ont tiré la République du discrédit dont elle était frappée jusqu'alors et lui ont rendu la considération des gens mal informés qui, jusque-là, l'avaient dédaignée.



Il n'a pas fallu autre chose pour obtenir cela, que la paix à l'intérieur. Une fois ce grand bienfait accordé aux peuples de la République mexicaine, ses régénérateurs — et tout particulièrement le ministre actuel des finances, don Manuel Dublan — ont pu se vouer au développement des grands éléments que le pays possède et qui, une fois mis en évidence, ont suffi pour faire affluer de toutes parts les offres de capitaux étrangers.

Pour pouvoir juger des améliorations dont a profité la République mexicaine sous une administration honnête, il suffit de dire que, sans avoir recours, comme cela se passait auparavant, à des contributions extraordinaires ou à des emprunts usuraires, le total des rentes fédérales a augmenté de plus de dix-huit millions de douros.

Les ressources fédérales se divisent en trois groupes, sous les dénominations suivantes :

- 1° Impôts sur les importations et les exportations ;
- 2° Contributions intérieures ;
- 3° Services communaux et divers.

Ces revenus ont produit pendant l'année économique 1886-87 les quantités suivantes :

Les importations et exportations 17,864,891 douros 48 ; les contributions intérieures, 11,308,018 douros 40 ; les services communaux et divers, 2,843,599 douros 19. — Total, 32,126,509 douros 07.

Les revenus avaient augmenté cette année-là sur la précédente de 3,357,443 douros 94.

L'impôt du timbre a obtenu une augmentation progressive, extraordinaire, en trois ans, comme suit : de janvier à juin 1885, 420,810 douros ; de juin 1885 à

juillet 1886, 1,310,620 douros ; de juillet 1886 à juin 1887, 1,544,813 douros ; de juillet 1887 à juin 1888, 2,410,302 douros.

Les ressources des Etats peuvent être évaluées approximativement à huit millions de douros.

Par la loi du 22 juin 1885, il a été établi une Direction de la Dette publique et une agence à Londres chargées de l'enregistrement, de la reconnaissance, de la liquidation, de la conversion des créances et des réclamations.

La Dette anglaise, qui pendant fort longtemps n'avait pas été reconnue par le gouvernement de la République, entra dans le règlement général de la Dette publique. Le chargé d'affaires de la République, le général Francisco Z. Mena, conclut, avec les porteurs de titres de la Dette de Londres, un arrangement qui fut approuvé par le gouvernement et fixa le mode de paiement des intérêts en suspens de la Dette mexicaine de 1851.

Le gouvernement émit de nouveaux bons et ses coupons ont été, depuis lors, payés avec toute la régularité possible. Il s'est produit par ce fait, ce qui était à espérer, une bienfaisante réaction en faveur du crédit de la République qui a vu bientôt coter ses valeurs en hausse sur la première bourse du monde.

L'esprit de confiance se releva en Europe, les capitalistes et les banquiers du vieux monde dirigèrent leur attention vers une nation sur laquelle, jusqu'alors, ils n'avaient pas porté leurs vues.

La Dette du Mexique envers les États-Unis a été amortie en totalité.

Une fois que le crédit de la République s'est trouvé rétabli, le gouvernement songea à racheter en entier la



Dette flottante, qui représente un intérêt annuel de plus de deux millions de pesos, ainsi qu'à réduire la Dette extérieure de 60 p. 100 et à obtenir quelques ressources pour des améliorations matérielles. Comme des offres spontanées s'étaient produites de la part de maisons européennes bien posées pour la réalisation d'un emprunt, le gouvernement autorisa, dans les formes prescrites, la maison de Bleichröder, de Berlin, à former un syndicat de banquiers pour lui présenter des propositions au sujet d'un emprunt de dix millions de douros. Dès que cette affaire eût franchi tous les échelons nécessaires, on arriva à un accord et l'on arrêta une convention pour émettre un emprunt s'élevant à 10,500,000 livres sterling.

Le contrat définitif fut signé à Berlin, le 24 mars 1888. Les principaux avantages qui en découlent, d'après des documents officiels, sont les suivants :

1° La Dette extérieure de la République est définitivement réduite en ce qui touche celle contractée à Londres, à trente millions de pesos, somme inférieure au chiffre annuel des entrées fédérales ;

2° Par la réduction du capital, on prépare une seconde conversion qui, dans l'avenir, fera baisser l'intérêt annuel de 6 pour 100 à 4 1/2 ou 5 pour 100 ;

3° La Dette extérieure aussi bien que la Dette flottante portant intérêt, sont consolidées avec faculté d'amortissement à volonté : cela enlève toute crainte de perturbation dans le système financier du pays ;

4° L'emprunt de 1888 a relevé le crédit dont jouit le pays sur les premiers marchés de l'Europe, ce qui constitue un bien inappréciable et attirera les capitaux étran-

gers autant qu'il sera nécessaire, pour la mise en valeur des richesses de la nation ;

5° Tout en diminuant d'une somme considérable le capital nominal de la Dette extérieure et en rachetant la Dette flottante, l'emprunt de 1888 n'augmente pas, par le fait des intérêts, les charges de la République ;

6° On a obtenu, en outre, une somme importante disponible et moyennant un petit intérêt, sans augmentation d'impôts ; opération impraticable sur le marché mexicain et difficile à mener à bien à l'étranger, si l'on eût laissé passer les délais pour l'amortissement des 40 pour 100 de la Dette intérieure.

Jusqu'à ce jour, on a payé avec une parfaite ponctualité les intérêts des Dettes de Londres, ceux de l'Emprunt de Berlin et ceux de la Dette extérieure.

Un autre emprunt a été fait par la municipalité de la capitale, afin de mener à leur complet achèvement, dans le plus bref délai possible, les travaux d'assainissement de la vallée de Mexico, dont on espère tirer un très grand profit.

Cet emprunt a été conclu sous la dénomination d'*Emprunt 5 pour 100 de la ville de Mexico*, dans les conditions suivantes :

« Il sera émis deux emprunts 5 pour 100 qui, réunis, « n'excéderont pas 3,400,000 livres sterling. La valeur « nominale totale de cet emprunt sera divisée en bons « de 1,000,500 et 100 livres sterling. »

Dernièrement, les banquiers de Londres, Antona Gibbs et fils, ont pris le solde de l'emprunt de 10,500,000 livres sterling et ont fait la conversion de la Dette extérieure mexicaine de 3 pour 100 en 6 pour 100, changeant les bons en titres à 40 pour 100 de leur valeur nominale.



Les banques du Mexique ne possédèrent leur légitime caractère d'institution de crédit, que du jour où se fonda la Banque commerciale avec des capitaux mexicains et la Banque nationale mexicaine avec des capitaux étrangers et mexicains. Avant la création de ces banques, il existait au Mexique une succursale de la banque anglaise « Londres, Mexique et Amérique du Sud », qui émettait des billets au porteur, mais sans être dûment reconnus par le gouvernement et sur la seule garantie de son crédit pour la circulation de son papier. Se fiant au peu de connaissances des affaires de banque, qui existaient alors au Mexique, cet établissement suivait une voie anormale, soutenue seulement par des intérêts particuliers et l'ignorance de la signification même du mot « Banque ».

La Banque commerciale mexicaine et la Banque nationale mexicaine une fois établies, on s'efforça de faire prendre part à ce débordement de crédit, que tout le monde paraissait accepter, une autre institution créée dans un but différent; c'est ainsi que le Mont-de-Piété national fut converti en banque d'émission. Cet établissement fut entraîné dans une débâche qui, en tout autre pays, eût eu de terribles conséquences, mais qui, au Mexique, ne produisit qu'une légère alarme, en même temps qu'elle servit de sévère leçon pour ceux qui prétendraient, plus tard, envahir le champ des opérations de banque, fermé absolument à ceux qui, à part le crédit, sont dépourvus des éléments nécessaires pour faire face à l'imprévu.

Plus tard, la Banque commerciale mexicaine et la Banque nationale mexicaine s'entendirent pour fusionner, et ne former qu'un seul établissement connu aujourd'hui sous le nom de *Banque nationale du Mexique*.

Il ne nous appartient pas de faire ici l'éloge de cette

banque; ses actions font prime sur les premiers marchés du monde et sont comparables, pour la faveur dont elles jouissent, à celles des Banques d'Angleterre, de France et d'Espagne. Elles présentent même plus de solidité que ces dernières, comme l'attestent leur fluctuation toujours en hausse, n'étant pas exposées aux contre-coups des alarmes européennes, de sorte que la Banque nationale du Mexique, quoique de récente création, possède déjà une réputation bien établie dans les grands centres d'affaires de l'Europe et de l'Amérique.

La Banque nationale du Mexique a ouvert un compte courant au gouvernement fédéral, et c'est par son intermédiaire que se font le paiement des intérêts échus de la Dette nationale, ainsi que tous les mouvements de fonds que doit opérer le gouvernement à l'extérieur.

La Banque « Londres, Mexique et Amérique du Sud », dont nous avons parlé plus haut, a régularisé sa situation et continue à faire l'émission de billets sous le contrôle du gouvernement et en conformité des lois et décrets du pays.

La confiance dans les établissements de banque existant dans la République est très grande, et ses institutions sont appelées à rendre de grands services au développement de la richesse nationale.

La Banque hypothécaire mexicaine a été fondée avec des capitaux du pays; mais une nouvelle combinaison, en lui donnant la vie qui lui faisait défaut, l'a mise à même de rendre aujourd'hui les services qu'on attendait d'elle pour le plus grand bien du pays. Elle a agrandi le cercle de ses opérations, et procure maintenant à l'agriculture, à l'industrie et surtout à l'industrie



minière, les éléments indispensables à l'éclosion des germes de leurs richesses.

Le développement progressif du pays et l'accroissement de ses relations avec les autres nations, conséquence naturelle de la place plus grande qu'il occupe, devait entraîner logiquement la fréquence d'embarras diplomatiques d'où sortent parfois de redoutables conflits.

Tous ceux qui se sont produits, soit par des intérêts particuliers qui se croyaient lésés, soit par l'honneur national, ont tous obtenu une solution prompte et satisfaisante, grâce au président de la République et au ministre des affaires étrangères, don Ignacio Mariscal, qui se sont toujours inspirés du respect le plus absolu du droit des gens, sans pour cela permettre qu'il soit porté la plus légère atteinte à l'intégrité et à la parfaite autonomie de la République. Une conduite prudente, exempte de toute faiblesse, a fait savoir à tous les peuples du globe, que si la nation mexicaine sait respecter le droit d'autrui, elle ne tolère aucune immixtion dans ses affaires intérieures et dans tout ce qui touche à ses intérêts particuliers, à sa dignité ou à ses sentiments.

\*  
\* \*

Arrivés au terme de cette partie de notre tâche, nous croyons avoir suffisamment démontré les admirables progrès, le développement prodigieux réalisés au Mexique dans ces dernières années. On ne pourrait découvrir aucune branche de l'administration publique, aucun organisme du corps social, aucune source de

production de richesse, aucun intérêt matériel ou moral qui n'ait été l'objet d'une attentive sollicitude et d'une vigilance constante.

Les sources de richesses du pays, abondantes et variées, mais naguères obstruées par les raisons que nous avons très sommairement essayé d'exposer, ont été dégagées et rendues pour ainsi dire dans toute leur pureté et dans toute leur intégrité aux Mexicains, et d'autres nouvelles sources non moins abondantes, les unes jusqu'ici ignorées, les autres presque oubliées, ont jailli plus récemment à la surface.

Il ne nous semble pas risqué d'assurer, autant que cela est permis, que l'avenir correspondra au présent et que devant la République s'ouvrent de vastes et splendides horizons qui lui promettent des années de prospérité et de grandeur.